

L'USI : le syndicalisme révolutionnaire italien

Maurizio Antonioli¹

Les études les plus récentes ont montré comment le syndicalisme révolutionnaire constitue non seulement un courant du monde politique du début du siècle, ou un moment de l'évolution socio-économique de certaines régions en voie de développement, mais aussi et surtout le lieu idéal où des aspirations profondes de vastes secteurs de la classe ouvrière rencontraient les espérances de groupes intellectuels à la recherche de nouvelles valeurs. On peut voir, avec Jacques Julliard, dans le syndicalisme d'action directe, au-delà de ses particularités historiques, une « composante essentielle et permanente de la conscience ouvrière »² et de la culture de certains pays.

Cela pour dire que la naissance, le développement, la persistance du syndicalisme révolutionnaire dans sa forme historique pourraient être considérés comme la rencontre entre un projet politique de « minorités agissantes » et des convictions autonomes de larges secteurs ouvriers.

Les études sur les origines du syndicalisme révolutionnaire en Italie ont généralement cherché à reconstruire la façon selon laquelle le courant anti-réformiste et révolutionnaire du Parti socialiste italien arrivait à s'identifier avec le syndicalisme (déjà connu dans sa version française). Ces travaux ont toutefois laissé de côté un aspect fondamental : celui de la diffusion massive d'éléments typiques de la pratique syndicaliste, en particulier la grève générale.

Nous ne disposons pas pour l'Italie d'une histoire de la grève générale, mais il est certain que cet instrument ne fait pas partie des pratiques politiques des socialistes réformistes, pas plus que celles de leurs adversaires dans le parti. Ces derniers sont divisés entre le groupe d'Enrico Ferri, qui se retrouve depuis 1902 autour de la revue romaine *Il Socialismo*, et le courant révolutionnaire qui se retrouve, à partir de la fin de la même

¹ Maurizio Antonioli enseigne l'histoire contemporaine à l'université de Milan. Auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire syndicale et sur l'anarchisme, codirecteur du « Dizionario biografico degli anarchici italiani ». Il a publié chez BFS « Il sindacalismo italiano dalle origini al fascismo », « Lavoratori e istituzioni sindacali » et en collaboration avec P.C. Masini, « Il Sol dell'avvenire, l'anarchismo in Italia dalle origini alla Prima guerra mondiale ».

² J. Julliard, « Le syndicalisme révolutionnaire et la politique », *Ricerche storiche*, 1981, p.103.

année, autour de *L'Avanguardia socialista*, le journal fondé à Milan par Arturo Labriola et Walter Mocchi. Il faut dire qu'entre 1902 et le début de 1903 se produisent à Turin, puis à Florence, à Torre Annunziata et à Rome, des grèves générales d'origine économique – donc très différentes de la célèbre grève générale pour la défense de la liberté d'association ouvrière qui a eu lieu à Gênes en 1900. Ces grèves générales montrent que cette forme de lutte est déjà présente dans les comportements ouvriers avant même que les futurs syndicalistes ne commencent à réfléchir sur celle-ci.

On ne peut pas non plus opérer un rapprochement avec les grèves générales belges et suédoises, organisées respectivement par le Parti ouvrier belge et par le Socialdemokratiska Arbetarparti, comme un moyen de pression sur « les pouvoirs publics » afin d'arriver au suffrage universel, en ligne avec les thèses des réformistes. Selon le journal du Parti socialiste, *Avanti !*, « l'idée de la grève générale à l'intérieur d'une lutte économique est une idée qui appartient seulement aux méthodes et aux vues de l'anarchisme »³. C'est dans cette direction qu'il faut l'étudier.

Il est vrai que le mouvement ouvrier a, dans chaque pays, sa propre histoire et qu'il suit des parcours qui sont souvent le résultat d'expériences particulières, où les liens avec les milieux et la mentalité dominants sont certainement plus profonds que ce qu'on imagine. Mais il est vrai aussi que le « monde ouvrier » a toujours démontré un haut niveau de disponibilité à accueillir les différents instruments de lutte pour arriver à sa propre émancipation quotidienne et idéale. La grève générale est l'un de ces instruments, au moins à partir des années 1890. Elle est l'expression directe de la volonté de transformation des rapports économiques quotidiens et en même temps pierre de touche d'exigences qui concernent les espérances et les désirs de révolution.

Il est difficile de découvrir les directions à travers lesquelles une mentalité favorable à l'action directe et à la grève générale s'est affirmée en Italie entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e.

Sans aucun doute, certaines grandes luttes de masse qui ont eu lieu dans d'autres pays (par exemple les grèves anglaises des dockers de 1889 et des mécaniciens de 1893) ont exercé une influence non négligeable sur les comportements des ouvriers italiens. On sait désormais combien le rythme de diffusion de semblables expériences a été rapide, aussi bien à travers la propagande qu'à travers la solidarité internationale.

Pour ce qui concerne la grève générale, il serait utile d'analyser le rôle joué par les anarchistes dans la diffusion de cette forme de lutte. Mais il suffit, ici, de souligner certains points. A partir de 1897, dans les principaux journaux anarchistes italiens, *L'Agitazione* d'Ancône et *L'Avvenire sociale* de Messine, se multiplient les jugements sur la fonction de la grève. Au-delà de l'utilité pratique, on souligne sa valeur morale,

³ *Avanti!*, 12 avril 1903.

son effet de « fraternité », sa capacité de faire prendre conscience de la condition ouvrière, de préparer les esprits à « l'émancipation future ».

Les références au syndicalisme français sont très présentes. L'expérience française est proposée à travers des correspondances qui en montrent les qualités, ou par la reproduction d'articles de certains leaders syndicalistes comme Pouget ou Delesalle. Il s'agit, comme dit alors Errico Malatesta, d'une « évolution » de l'anarchisme italien⁴. Celui-ci a pu admirer la ligne des anarchistes de la délégation française au congrès de Londres de la Deuxième Internationale (1896)⁵.

Dans un moment aussi dramatique que celui de la fin du siècle, avant que l'attentat de Bresci ne provoque une nouvelle réaction anti-anarchiste, l'idée de la grève générale et de la fonction révolutionnaire des syndicats est déjà diffuse en Italie. La grève générale est considérée comme « le moyen plus efficace pour déterminer un changement radical de la constitution de la société »⁶. Les syndicats sont présentés comme « l'embryon de la société nouvelle »⁷. On pourrait dire que les éléments fondamentaux du syndicalisme révolutionnaire sont déjà présents au début du siècle et qu'il faudrait en rechercher les sources dans certains milieux libertaires.

Mais dans quelle mesure cette conception se traduit-elle en propagande efficace, exerçant sur les comportements ouvriers une véritable influence ? S'il est vrai, comme l'écrit Luigi Fabbri dans *La Gioventù libertaria* en 1907, que l'action des anarchistes a toujours suivi « les principes du syndicalisme »⁸, pourquoi alors – c'est la question des syndicalistes – ne retrouve-t-on « aucune trace du travail fait par les organisateurs anarchistes »⁹ ? Il n'est pas facile de répondre à cette question. Mais souvent ce qui compte est le jeu, presque invisible, des influences quotidiennes, la rencontre entre les volontés subjectives et les parcours objectifs. « Dans l'alchimie sociale, les processus ne s'inventent pas »¹⁰ est l'une des réponses possibles.

Au-delà de tout, nous savons que le courant syndicaliste révolutionnaire italien, qui adopte le terme en usage en France, fait partie de la gauche révolutionnaire du Parti socialiste, et qu'il revendiquera toujours son origine socialiste et l'inspiration marxiste de ses propres idées¹¹.

Alors qu'en France le syndicalisme semble être le produit de

⁴ G. Ciancabilla, *L'evoluzione dell'anarchismo. Un'intervista con Errico Malatesta*, 3 octobre 1897.

⁵ E. Malatesta, «Should anarchists be admitted to the coming international congress?», *The Labour Leader*, 11 juillet 1896.

⁶ E. Malatesta, «Il Congresso Internazionale», *L'Anarchia*, août 1896.

⁷ «Ai Lavoratori italiani», *L'Avvenire sociale*, 19-20 janvier 1900.

⁸ l. f. [L. Fabbri], «Lo spettro dell'anarchia. Ai sindacalisti», *La Gioventù libertaria*, 1er juin 1907.

⁹ G. Benigni, «Sindacalisti e socialisti-anarchici», *ibid.*, 26 octobre 1907.

¹⁰ [L. Fabbri], «Sindacalisti e socialisti-anarchici», *ibid.*, 7 septembre 1907.

¹¹ P. Favilli, *Storia del marxismo italiano. Dalle origini alla grande guerra*, Milano, Angeli, 1996, p. 393 ss.

l'action de militants provenant de différents horizons politiques, en Italie les syndicalistes sont, pour utiliser une expression de Robert Michels, « chair et sang du Parti socialiste »¹². Le mouvement syndicaliste révolutionnaire a commencé son activité à l'intérieur du PSI : il est fondé sur l'aversion à la ligne réformiste de la majorité de Turati, que la politique libérale du ministère Zanardelli-Giolitti a portée de l'opposition au consensus parlementaire.

Il n'est pas nécessaire ici de parler de la formation de l'opposition de gauche qui, au congrès de Bologne en 1904, arrive à conquérir la majorité et la direction du parti¹³.

Dans cette opposition se développe la tendance qui, de façon graduelle, se transformera en syndicaliste révolutionnaire. L'on est toutefois encore bien loin du syndicalisme. Le courant révolutionnaire veut surtout intégrer les fonctions du syndicat avec celles du parti.

En Italie, le PSI est confondu avec les organisations syndicales et, dans certains lieux, comme dans les campagnes de la Padanie, le syndicat et la section du parti sont presque la même chose. Le parti est un élément central de la psychologie du militant de base, le symbole du désir du socialisme interprété aussi par les syndicats dans leur action quotidienne.

Sans doute, cette image ne pouvait-elle pas survivre longtemps. Déjà, en juillet 1907, un congrès dans la ville de Ferrare, avec la participation des organisations économiques, des sections socialistes, des cercles de la jeunesse, de groupes syndicalistes — pour un total de 85 000 inscrits — décide la rupture avec le Parti¹⁴. Toutefois, les résistances contre cet acte, qui apparaît définitif, sont nombreuses.

La décision de la rupture a mûri en très peu de temps, en réaction aux tensions provoquées par le syndicalisme révolutionnaire à l'intérieur du Parti. De façon graduelle, le syndicalisme révolutionnaire des « théoriciens » et des « politiques » a mis en discussion sa propre « image socialiste » et, en peu de temps, il sera perçu comme un corps étranger au socialisme. Il s'agit là d'un problème d'identité. Le syndicalisme révolutionnaire, comme ensuite la droite réformiste développée sur l'idée du parti comme « branche morte », finit par se trouver au-delà de la ligne qui, dans les consciences des chefs, des cadres et des militants de base, divise ce qui est socialisme de ce qui ne l'est pas.

Refuser le Parti signifie, en Italie, refuser le socialisme tout court. Un texte très important à ce propos est le passage dans lequel Michels, au début de 1906, dit : « Le Parti [est un] instrument établi lentement avec patience pendant plusieurs années par une multitude de jeunes et forts travailleurs et par des intellectuels socialistes valables et enthousiastes. Ils ont voué à

¹² R. Michels, *Storia critica del movimento socialista italiano*, Firenze, Società Anonima Edit. «La Voce», 1926, p. 333.

¹³ A. Riosa, *Il sindacalismo rivoluzionario in Italia*, Bari, De Donato, 1976, pp. 114-131.

¹⁴ *Avanti!*, 1^{er} juillet 1907.

cette œuvre les meilleures années de leur vie, leur idéalisme, leur santé. Un tel instrument, fruit de tant de sacrifices, on ne peut pas le détruire avec un sourire ironique ¹⁵. »

L'objectif du congrès de Ferrare, comme l'explique Labriola, est de former un parti syndicaliste, en donnant un « caractère indépendant » au vieux courant de gauche. Le climat est optimiste, mais la tentative est destinée à la faillite, et les faits démontreront qu'il n'y a pas d'espace pour un autre « parti prolétaire ». Mais le syndicalisme politique, une fois perdue « l'identité socialiste », ne semble pas capable de proposer une « identité syndicaliste ». Même après la fin de la stratégie de Ferrare, la nostalgie et l'exigence d'un parti ou au moins de l'organisation politique se présenteront à chaque occasion.

Il nous faut revenir momentanément en arrière. Jusqu'ici nous avons parlé du syndicalisme révolutionnaire italien comme d'un phénomène politique. En réalité, il s'était déjà répandu très rapidement au niveau syndical entre 1904 et 1905, à partir de Milan, Venise et Mantoue, pour arriver en Ligurie (Gênes, Sanpierdarena, Sestri Ponente et Savone). Les syndicalistes obtinrent des succès aussi à Turin. Des racines profondes sont plantées en Emilie, à Bologne, à Parme, à Plaisance, dans les provinces de Modène et de Ferrare. Carrare, en outre, est un cas particulier, en raison de la présence massive des anarchistes. Même dans le centre-sud, les syndicalistes arrivent à de bons résultats : à Naples, à Rome, à Terni et dans les Pouilles. L'influence syndicaliste est mineure dans les fédérations de métier, à l'exception de celle des cheminots, où les syndicalistes constituent une force particulière aussi bien dans l'organisation nommée Riscatto que dans le Syndicat des conducteurs de locomotive. Il ne faut pas non plus négliger la pénétration de l'action directe chez les travailleurs de la mer, les verriers, les ouvriers de la métallurgie, des chantiers navals et dans les centres sidérurgiques de nouvelle souche, ainsi que chez les mineurs de l'île d'Elbe et du Valdarno.

Dans certaines des localités ou secteurs cités, le syndicalisme révolutionnaire est un phénomène transitoire, déjà en train de s'éteindre en 1906-1907. Dans d'autres localités ou secteurs, il devient une composante essentielle de la mentalité et des comportements ouvriers et paysans, en particulier en Padanie, chez les travailleurs agricoles, et dans certaines zones à haute concentration industrielle (Milan, Terni, Piombino, Sestri Ponente)

La constitution, à la fin de 1906, de la Confederazione Generale del Lavoro, où les syndicalistes sont très minoritaires, pousse ceux-ci à rompre avec le syndicalisme réformiste. Un congrès des organisations contraires à la ligne de la Confédération, tenu à Parme en novembre 1907, affirme la création d'une organisation autonome de la CGdL, en produisant dissensions internes et équivoques. Mais l'idée reste sans suite.

¹⁵ R. Michels, « Discutendo di socialismo, di partito e di sindacato », *Il Divenire sociale*, 16 février 1906.

« De ce congrès était sortie l'idée de former le Comité national de la résistance, situé à Bologne. Mais [...] le manque d'hommes et de moyens financiers et, surtout, d'un centre vraiment fort rendirent inutile la tentative de nos camarades. De l'œuvre du Comité national de la résistance, qui a eu une vie trop brève, est resté seulement le journal *L'Internazionale* ¹⁶. »

En réalité, le relatif succès des syndicalistes en 1907 n'est pas dû à la validité de l'alternative qu'ils proposent, mais plutôt à la vague montante des luttes ouvrières et paysannes, qui caractérise tout le pays — les grèves générales de Milan et de Turin, la grève à Terni et celle des travailleurs de la mer, les grèves agricoles dans la zone de Plaisance et de Ferrare jusqu'aux dernières grandes grèves agricoles à Parme en 1908. Avec la fin de ces luttes, réprimées très durement par le gouvernement — comme à Parme — ou boycottées par les réformistes à la tête de la CGdL, le syndicalisme révolutionnaire, empêché de se donner une physionomie et une structure mieux organisées, entre en crise.

En mai 1909, le syndicalisme organisé revient sur la question de l'unité et, dans un congrès tenu à Bologne, on décide à large majorité de rentrer dans la CGdL ¹⁷.

La situation générale du pays relancera pourtant le syndicalisme révolutionnaire. En 1910, la condition ouvrière — et ne parlons pas des travailleurs agricoles — tombe peu à peu au-dessous des niveaux minimaux. « Les travailleurs de l'État et de l'industrie privée luttent contre l'augmentation du coût de la vie et des loyers [...]. Le chômage et la famine deviennent de plus en plus durs dans nos campagnes ¹⁸. »

A considérer le panorama politique, syndical et économique de la fin des années 1910, on peut dire qu'est venue « l'heure de la reprise syndicaliste » ¹⁹. En Italie, comme dans d'autres pays, on a la sensation d'être proche de la bataille frontale, à cause de la précarité d'une situation politique qui peut évoluer dans des directions difficiles à prévoir. Peu importe si cette sensation est ou non justifiée. Il faut surtout se rendre compte qu'elle est en train de devenir un patrimoine commun, un élément central de la psychologie du militant de base. Elle fascine de larges secteurs de la base, en se rattachant aux besoins élémentaires des classes subalternes. C'est ce que Pierre Monatte a appelé « l'atmosphère » ²⁰.

Dans ce climat, le syndicalisme italien reconstitue ses propres

¹⁶ A. De Ambris, *L'unità operaia e i tradimenti confederali*, Parma, SELI, 1913, p. 8.

¹⁷ « Dopo il congresso dell'«azione diretta». Gli ordini del giorno votati », *L'Internazionale*, 19 mai 1909.

¹⁸ L. Franck [L. Ciardi], « Millenovecentoundici. Feste e guastafeste », *La Conquista*, 28 décembre 1910.

¹⁹ A. Labriola, « Progressi economici del paese e ripresa dell'azione diretta », *ibid.*, 4 décembre 1910.

²⁰ P. Monatte, « Le Secrétariat international contre l'Internationalisme », *La Vie ouvrière*, 20 décembre 1909.

bases. Derrière l'influence de son homologue français, il se caractérise de plus en plus comme un syndicalisme d'action directe et il refuse tout rapport avec les partis politiques, y compris le Parti socialiste.

« En Italie, le mouvement syndicaliste a un caractère tout à fait à part [...]; ceux qui en ont formulé le programme économique étaient des déserteurs du mouvement politique du Parti socialiste; ils avaient toute la mentalité des hommes de parti, auxquels il est presque impossible de comprendre qu'ils n'ont aucun droit dans la classe ouvrière et sur les syndicats : le syndicat, organisme homogène de producteurs, doit être capable de satisfaire par lui-même à ses besoins et aux nécessités des travailleurs ²¹. »

En décembre 1910, un congrès, qui réunit 150 000 inscrits, établit le Comité national de l'action directe, héritier idéal du Comité national de la résistance. Le centre directif est fixé à la Chambre du travail de Parme avec l'hebdomadaire *L'Internazionale*. A partir de ce moment, celle-ci entre en contact avec les autres organisations syndicalistes européennes et américaines (CGT française, FORA en Argentine, IWW aux États-Unis) et organise la reprise syndicaliste.

Certes, cette reprise, qui a lieu dans un temps relativement bref, est la conséquence de la crise de faiblesse des réformistes dans le mouvement ouvrier, provoquée par l'esprit agressif des entrepreneurs. Après la formation des trusts, ils ont commencé à préférer la lutte directe aux instruments typiques de la médiation. De tout cela témoignent la lutte des verriers en 1911, qui se terminera par une défaite de la fédération de métier guidée par les syndicalistes, ainsi que le conflit des métallurgistes et des mineurs de Piombino et de l'Elbe, qui sera gagné par le trust sidérurgique et bancaire la même année.

Dans cette situation, compliquée encore plus par l'explosion de la guerre italo-turque, nous retrouvons autour de la Chambre du travail de Parme un noyau de réalités locales de plus en plus favorables à la rupture avec la CGdL et à la formation d'une nouvelle organisation.

Le processus de formation d'une organisation alternative à la CGdL n'est ni simple ni sans contrastes. Une partie du mouvement syndicaliste pense qu'il est nécessaire de sauver l'unité de l'organisation ouvrière. Toutefois, pendant l'année 1912, les partisans de la scission commencent à gagner plus d'adhésions. La dureté des contrastes qui caractérisent les luttes, de Turin à Bologne, et les secteurs différents, de la métallurgie au bâtiment, démontre que l'unité d'action entre les syndicalistes révolutionnaire et les réformistes est presque impossible.

La scission, préparée pendant des mois, a lieu à Modène, en novembre 1912, avec la naissance de l'Union syndicale italienne

²¹ T. Masotti, « Le Congrès des Syndicalistes italiens », *La Vie ouvrière*, 5 janvier 1911.

(USI)²². Les adhérents sont au nombre de 80 000, mais après l'immédiate rupture avec les 25 000 membres du Syndicat des cheminots, ils se limitent à certaines zones de l'Émilie (Parme, Bologne, Modène) et à des bastions comme Carrare, Piombino, Sestri Ponente. Le nombre des inscriptions ne satisfait pas les chefs ; toutefois, pendant toute l'année 1913, l'USI accroît ses forces et surtout démontre une volonté de combattre et une grande capacité de mobilisation.

La scission produit sur le plan national une série d'effets. Presque partout l'unité se décompose et on arrive à doubler les organismes locaux. Dans certains cas, ils conservent le nom de Chambre du travail (Bologne, Modène) ; dans d'autres cas, ils prennent le nom d'Union syndicale (comme à Milan et Florence). Dans certains cas, la Chambre du travail reste unitaire et, dans d'autres, elle passe sous le contrôle des syndicalistes (Parme, Carrare, Piombino, Sestri Ponente, Cerignola, etc.).

Au printemps et en été 1913, l'USI peut compter sur 100 000 inscrits, répartis dans différents secteurs productifs. Et surtout, comme l'écrit Alceste De Ambris, le leader national de l'Union, à ses camarades français, elle est forte à Milan²³. C'est dans cette situation qu'on arrive à la lutte pour le renouvellement des contrats de l'été 1913, lutte qui a son centre à Milan et qui, partant d'une grève des travailleurs de l'automobile, produit à la mi-août une grève générale nationale dirigée par l'Union syndicale.

L'accélération imprimée par les luttes de 1913 poussées par les syndicalistes révolutionnaires rencontre un climat général d'instabilité et de crise. Crise qui concerne surtout les relations industrielles, où aux difficultés des ouvriers (organisés ou non) s'oppose la rigidité des organisations patronales, comme le démontrent les grèves de Milan et la lutte des ouvriers mécaniciens de Turin contre la Ligue industrielle. En dépit de plusieurs échecs, l'USI n'est pas affaiblie. A son deuxième congrès national, tenu à Milan en décembre 1913, l'organisation arrive à 101 000 inscrits, répartis en vingt provinces et en treize Chambres du travail, cinq Unions syndicales et différentes ligues locales²⁴.

Au cours de cette phase, la tentative la plus importante est sans doute celle d'aller au-delà de l'organisation informelle et de donner à l'USI une structure plus solide et fonctionnelle. L'objectif consiste à créer trois grands syndicats d'industrie selon le modèle des *Industrial Unions* anglo-américaines : métallurgie, bâtiment, agriculture²⁵. Ce processus, qui est suivi par une réflexion sur la stratégie complète de l'organisation, va se

²² «Il Congresso delle organizzazioni rivoluzionarie proclama costituita l'Unione Sindacale Italiana», *L'Internazionale*, 30 novembre 1912.

²³ A. De Ambris, «Lettre d'Italie», *La Vie ouvrière*, 5 septembre 1913. «La grande prova di forza dell'Unione Sindacale Italiana al Congresso di Milano», *L'Internazionale*, 13 décembre 1913.

²⁴ «Il Congresso sindacale di Milano», *Avanti!*, 5 décembre 1913.

²⁵ M. Antonioli, *Azione diretta e organizzazione operaia. Sindacalismo rivoluzionario e anarchismo tra la fine dell'Ottocento e il fascismo*, Manduria, Lacaita, 1990, p. 13 ss.

terminer en 1914 avec les événements nationaux et internationaux. Au milieu de cette année-là, l'insurrection populaire dite de la « Semaine rouge » s'étend d'Ancona et des Marches dans de nombreuses régions. Elle voit l'alliance entre anarchistes, républicains, socialistes, syndicalistes. En août éclate la guerre européenne, à laquelle l'Italie ne participe pas, en déclarant sa neutralité.

Face à la réalité du conflit, le groupe dirigeant de l'USI (en premier lieu Alceste De Ambris et Filippo Corridoni, « l'archange syndicaliste ») prend une position interventionniste, en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie, pour la France républicaine contre le militarisme autrichien et allemand, pour une future révolution contre la réaction. Cette prise de position produit, en septembre 1914, une rupture. Au conseil général tenu à Parme, la direction est obligée d'abandonner l'USI²⁶.

L'USI, dirigée à partir de ce moment par l'anarchiste Armando Borghi, se transfère de Parme à Bologne et, en 1915, fonde un nouveau journal officiel, *Guerra di classe*, qui remplace *L'Internazionale*, restée sous le contrôle de la Chambre du travail de Parme dirigée par les interventionnistes.

Déjà, pendant les premiers moments du conflit, l'USI et ses organisations périphériques sont contrôlées de façon très stricte par le gouvernement, à cause de leur intransigeante opposition à la guerre. La mobilisation a privé de nombreuses Chambres ou Unions de leurs cadres dirigeants. Plusieurs militants sont envoyés aux tranchées, et les plus dangereux, comme Borghi, en résidence forcée. A la fin de 1917, l'USI compte 50 000 inscrits, localisés surtout dans les secteurs sidérurgiques, dans les chantiers navals de la Ligurie jusqu'à la Versilia, avec des secteurs de mineurs en Valdarno et sans perdre le contrôle en Émilie et dans les Pouilles²⁷. L'USI ne fait pas toutefois partie du Comité national de mobilisation industrielle, organisation de médiation entre gouvernement, entrepreneurs et fédérations de la CGdL: cette situation lui rend plus difficile l'exercice des activités syndicales normales.

A la fin de la guerre, l'Union syndicale comme les autres organisations (CGdL et la nouvelle CIL, confédération catholique) augmentent leurs effectifs. A la fin de 1918, l'organisation syndicaliste affiche 180 000 inscrits²⁸, qui passent à 305 000 en décembre 1919²⁹. Après une tentative d'unification avec la CGdL, prônée par le PSI et par le Syndicat des cheminots — ce dernier autonome des organisations centrales, mais d'orientation syndicaliste et anarchiste —, qui se termine sur un échec, l'USI préfère lancer le mot d'ordre du « front uni prolétaire », qui semble trouver un consensus de

²⁶ «L'Unione Sindacale Italiana contro ogni velleità guerresca», *Avanti!*, 15 septembre 1914.

²⁷ Lettre d'A. Borghi à J. Mesnil, in M. Antonioli, *Armando Borghi e l'Unione Sindacale Italiana*, Manduria, Lacaita, 1990, p. 209 ss.

²⁸ «Borghi expose la situation du mouvement syndical», *La Vie ouvrière*, 23 juillet 1919.

²⁹ «Relazione dei revisori dei poteri», *Guerra di classe*, 7 janvier 1920.

masse pendant les grèves de 1919, à partir de la lutte contre la vie chère jusqu'aux vastes manifestations pour le deuxième anniversaire de la révolution russe.

En 1920, au moment le plus chaud du « biennio rosso », l'USI, dont les dirigeants sont convaincus que la révolution est proche, augmente son influence. Il ne s'agit pas seulement d'une croissance quantitative — selon un calcul de Giuseppe Di Vittorio (alors syndicaliste révolutionnaire, plus tard communiste et secrétaire de la CGIL après la Deuxième Guerre mondiale) pendant l'occupation des usines, l'USI compte un demi-million d'inscrits.

Surtout, elle arrive à exercer un rôle politique plus grand que ne le laisse penser son importance numérique. Sans pouvoir concurrencer la CGdL, l'USI parvient d'un côté à exercer une fonction déterminante dans les conflits de travail, et de l'autre côté elle garde vivante l'aspiration aux transformations radicales et à la perspective révolutionnaire, en accord avec les anarchistes qui, dans certains cas, sont les cadres de l'organisation. Ce n'est pas par hasard qu'en mars 1920 à Milan, où l'USI, presque écrasée par la répression pendant la guerre, n'est pas forte, Anna Kuliscioff écrit à Filippo Turati que la « piazza » est « anarchiste »³⁰.

Après l'occupation des usines, commence pour l'USI (et pour la CGdL) un déclin rapide, rendu encore plus rapide par la répression policière, par les actions fascistes et par les divisions internes, provoquées surtout par la question russe. Lorsque la révolution avait commencé, l'USI avait affirmé sa solidarité enthousiaste avec la République des Soviets ; en 1919, elle avait adhéré, de façon provisoire, à la III^e Internationale. En 1921, les courants anarchiste et syndicaliste, en polémique avec une minorité favorable au Komintern, refusent d'entrer dans l'Internationale syndicale rouge, le Profintern ; l'année suivante, l'USI adhérera à l'Internationale berlinoise des organisations syndicalistes révolutionnaires (AIT)³¹.

Déjà, pendant l'hiver 1921-1922, la situation de l'Union est difficile. Outre les violences fascistes, les Chambres du travail de Vérone et de Plaisance et presque toutes les organisations des Pouilles sont opposées à la ligne de la majorité sur la question de l'Internationale syndicale rouge, alors que dix secrétaires des sections locales sont en prison. Si le *Bollettino dell'Ufficio del lavoro* donne en décembre encore 338 000 adhérents à l'USI, il faut se méfier de ces données.

En novembre 1922, en effet, le Comité exécutif de l'Union, dans une lettre au Ministère de l'intérieur, écrit que « presque toutes les organisations — syndicats et chambres du travail — sont détruites ou ne peuvent pas fonctionner »³². Le journal *Guerra di classe* cesse de paraître de façon provisoire en février

³⁰ A. Kuliscioff à F. Turati, 2 mars 1920 dans *Carteggio*, vol. V, Torino, Einaudi, 1953, p. 258.

³¹ *Bulletin d'information de l'Association internationale des travailleurs*, 15 janvier 1923.

³² Archivio di Stato di Milano, Gabinetto di Prefettura, b. 1043.

1923 et de façon définitive en novembre. Soutenue seulement par un nombre restreint de militants, pour la plupart des anarchistes, l'USI cherche à reprendre ses activités en 1924, pendant l'affaire Matteotti, en faisant sortir un journal au titre plutôt neutre de *Rassegna sindacale*. Mise hors la loi par un décret du préfet de Milan le 7 janvier 1925, quelques jours après le célèbre discours de Mussolini à la Chambre, l'USI arrive à tenir encore, en juin 1925, un congrès clandestin à Gênes ³³.

La période qui suit est celle de la clandestinité (des petits groupes de l'USI existent encore en 1926-27) ou de l'émigration ³⁴. *Guerra di classe* recommencera à paraître en France à la fin des années vingt et elle continuera, sans régularité, pendant les années trente. Mais l'Union syndicale ne réussira plus à s'assurer une existence, même formelle.

³³ M. Antonioli, *Azione diretta e organizzazione operaia*, op. cit., p. 165 ss.

³⁴ G. Cerrito, *L'emigrazione libertaria italiana in Francia nel ventennio tra le due guerre*, in B. Bezza (éd), *Gli italiani fuori d'Italia*, Milano, Angeli, 1983.